

Contre le système Macron, ON LACHE RIEN !



Le président des riches qui n'avait nulle intention de modifier sa politique contre les classes populaires après le « Grand débat », se retrouve aujourd'hui sans aucune solution à la crise politique, économique, écologique et sociale que nous vivons...alors même que le mouvement des Gilets jaunes est toujours bien vivant, alors même qu'un puissant mouvement s'est levé contre ce système économique qui conduit la planète au désastre.

Il était donc particulièrement nécessaire que le monde du travail se mobilise aujourd'hui

- ♦ pour rappeler ses revendications sur le pouvoir d'achat des salariés, retraités, sans emplois...
- ♦ pour réclamer la justice en matière de fiscalité,
- ♦ pour dénoncer les entreprises qui, comme Ford, font des profits et licencient des centaines de salarié·e·s.
- ♦ mais aussi pour s'opposer au nouveau projet de réforme des retraites, à la privatisation d'entreprises telles Aéroports de Paris par exemple, à la casse de la formation des enseignant·e·s et du statut des fonctionnaires, aux suppressions de postes dans les services publics...

La crise climatique menace l'humanité, les politiques libérales et patronales rendent chaque jour la vie plus dure. Mais c'est également une crise économique qui menace d'éclater: tous les indicateurs sont au rouge,

La loi Blanquer « sur l'école de la confiance » et le débat qui l'accompagne laissent présager du pire pour l'éducation nationale

Notre nouveau Jules Ferry autoproclamé a déjà considérablement aggravé la situation des personnels et des élèves (parcoursup, réformes du bac et du lycée, suppressions de milliers de postes). La loi Blanquer « sur l'école de la confiance » apparaît comme le bouquet final **d'un dynamitage de l'Éducation nationale !**

La loi en question vise à favoriser des « expérimentations » peu originales : dans le secondaire augmentation du nombre d'heures d'enseignement, financement public des écoles privées par l'abaissement à 3 ans de la scolarité obligatoire, création de « lycées internationaux » destinés aux enfants des élites, création « d'écoles publiques des savoirs fondamentaux » qui doit permettre la fusion des écoles primaires et des collèges... Autant de mesures dont le but avoué est de permettre des **économies d'échelle en supprimant des milliers de postes et d'accélérer le tri social** à l'école. Plus inquiétant encore, Blanquer cherche à **museler par avance toute contestation possible**. L'article 1 de la loi portant sur le « devoir d'exemplarité » des personnels est de ce point de vue édifiant. Il s'agit d'étendre des sanctions disciplinaires (notamment la radiation) qui, jusque là, étaient réservées aux enseignants impliqués dans des affaires de mœurs, aux fonctionnaires de l'EN qui « *dénigraient auprès du public par des propos gravement mensongers ou diffamatoires leurs collègues et de manière générale l'institution scolaire* ». En gros, **faire taire toute critique de l'institution et du ministre**.

Engaillardis par ces projets, les députés LREM et LR se sont livrés pendant le débat parlementaire à une véritable orgie **d'amendements réactionnaires**. Si bon nombre des plus stupides n'ont finalement pas été retenus, comme celui portant sur la suppression de l'éducation sexuelle, celui sur le retour à l'uniforme scolaire ou le port de « tenues qui imposent l'autorité » pour les enseignants, Blanquer a cependant repris à son compte quelques propositions comme celle de placer le drapeau français dans chaque salle de classe, de la maternelle au lycée, pour mieux promouvoir les « *valeurs de la république* »... Leur République bourgeoise n'est pas la République sociale que nous appelons de nos vœux.

Face à ces attaques, la mobilisation des enseignants et de toute la société doit s'approfondir pour **faire reculer Blanquer et son école réactionnaire, défendre l'idée d'une école émancipatrice du peuple**, par le peuple pour le peuple.

avec une chute de la productivité, un fort ralentissement économique et une énorme augmentation de la dette des entreprises et des actifs toxiques. Tout cela fait planer la menace à moyen terme d'une crise encore plus grave que celle de 2008, avec son cortège de licenciements, de faillites et d'attaques contre les salarié·e·s.

Le « Grand débat » n'a évidemment pas amélioré la situation des classes populaires. Les élections européennes ne résoudront rien non plus : elles illustreront une nouvelle fois la coupure entre la grande majorité de la population révoltée par les injustices et les partis institutionnels, de droite ou dits de gauche, qui ont mis en œuvre ces politiques ou qui n'aspirent qu'à les renforcer.

Tant que le pouvoir ne lache rien, la **seule solution reste de continuer à se mobiliser**. En Algérie, des millions de personnes se soulèvent contre un système semi-mafieux à la solde des grandes puissances impérialistes comme la France, pour tout changer, en scandant « **SYSTÈME DÉGAGE !** ». Cela doit nous inspirer.

C'est le moment de frapper, touTEs ensemble. À nous de prendre notre destin en main, pour construire une autre société.

VIOLENTES ATTAQUES CONTRE LES AGENTS DU SERVICE PUBLIC !

Sans même attendre les conclusions du soit disant grand débat, dont un des thèmes est l'avenir du service public, le gouvernement s'attaque une nouvelle fois à ses agents.

Le projet de loi dit de « transformation de la fonction publique » passera au conseil des ministres dès le 27 mars.

Il contient des mesures de recul social sans précédent pour les fonctionnaires :

- quasi disparition des CAP (instances de négociations avec les syndicats des promotions, des mutations.....),

- remise en cause des Comités d'Hygiène et de Sécurité et de leurs moyens,

- facilitation du recrutement de non titulaires et de précaires par la voie d'un « contrat de projet »,

- modification des accords sur le temps de travail dans la fonction publique territoriale,

- projets de privatisation de services entiers pour supprimer les 120 000 emplois publics annoncés dans le programme électoral de Macron.....etc.

Après le gel des salaires, la non compensation intégrale de la hausse de la CSG, le rétablissement du jour de carence et les futurs projets de destruction des régimes de retraite ; c'est une véritable déclara-

tion de guerre qui est faite aux salariés du service public !

Au moment où les mobilisations sociales et les gilets jaunes mettent en avant la nécessité de vrais services publics pour répondre aux besoins de la population et lutter contre le dépérissement des zones rurales, le gouvernement détruit les droits et les moyens de celles et ceux qui doivent les mettre en place.

Là aussi la résistance s'organise !

